

Faire le pont entre Europe et Japon

Sur la richesse des archives en langues européennes
dans les humanités conservées au Japon

Gilles CAMPAGNOLO

De la première rencontre dont le Professeur Shiokawa me fit l'honneur dans la « Cour aux Ernests » de l'École Normale Supérieure à Paris (dont lui-même avait été le premier étudiant japonais) jusqu'à la cérémonie sous la Coupole de l'Institut de France qui honorait son œuvre au service de la langue française, vingt ans sont presque passés. Ils furent ponctués de séjours brefs et longs au Japon (comme en ont coutume les universitaires étrangers). Cette fréquentation, qui passa notamment par le Centre international des études japonaises à Kyoto (*Nichibunken*), avait commencé au « portail rouge » du campus de Hongo qui s'était ouvert pour moi sur l'invitation du professeur Shiokawa.

Le professeur Shiokawa a établi un pont entre ces institutions de prestige de Paris et Tokyo, entre l'ENS et l'Université de Tokyo, et plus largement entre France et Japon. Il a présidé l'Association internationale des études françaises et l'essor qui fut, au moins un temps, merveilleux des études littéraires et linguistiques françaises au Japon lui doit beaucoup. Il reçut en 2014 sous la Coupole de l'Institut de France son prix du président de l'Académie des sciences morales et politiques — le professeur Bernard Bourgeois dont je loue la bienveillance pour avoir dirigé, il y a longtemps, mon travail doctoral. Quand mes deux grands maîtres se serrèrent la main dans la salle destinée à la remise des prix de l'Institut, j'eus un sentiment de réconciliation qui me reste cher : rencontre entre l'Institut de France et l'Académie du Japon, moment de reconnaissance mutuelle, une culture célébrant l'autre, et pont établi entre nos pays.

Si le nombre croît de ceux qui ont passé ce pont, cela doit beaucoup à l'obligeance et à l'efficacité du professeur Shiokawa dont la maîtrise exceptionnelle a inspiré ses pairs et ses disciples. La nature même des échanges a d'ailleurs évolué et c'est en partant d'un constat sur le rôle des archives en langues européennes conservées au Japon que je voudrais, m'appuyant sur ma propre expérience, le montrer ici. Je parlerai d'archives occidentales en me limitant aux humanités. Souligner la fécondité des échanges que les collections conservées au Japon permettent, partager l'érudition entre France et Japon, voilà l'important — et c'est possible, sous la condition toutefois d'ouvrir les fonds, de réfréner le goût des bibliothécaires (dont le travail de conservation et de catalogage est certes si précieux) pour celer leurs trésors enfouis.

Il faut rendre accessibles les archives pour prendre conscience de leur richesse. Car celles conservées au Japon en humanités, sciences sociales (et économie politique dont je suis spécialiste) sont des trésors à faire connaître ; il faut favoriser la recherche sur celles en langue française. Le Japon doit les ouvrir plus que ce n'est le cas actuellement : établir des « ponts » entre les îles du Soleil levant et le monde, en particulier ma lointaine terre du couchant, voilà l'une des plus belles tâches illustrées par le professeur Shiokawa, lui qui me recommanda pour ma première investigation au Japon. L'analyse des archives est également une voie d'extension des co-publications. Mais la liste des archives localisées au Japon reste peu connue, et de la part de ceux-là mêmes qu'elles intéresseraient. Cette accumulation dans les fonds des universités japonaises a ses raisons dans l'histoire de la modernisation du Japon. En France, l'accès n'est pas si restreint — et je pense aux doctorants japonais qui fréquentent la Bibliothèque nationale de France, plus que leurs homologues français parfois ! Chaque pays doit y gagner : les chercheurs occidentaux, notamment français, redécouvriront certaines archives précieuses devenues quasiment, voire inaccessibles en France ; et les bibliothèques du Japon manifesteront au monde, à travers leurs

visiteurs, qu'elles détiennent une partie du patrimoine des idées d'Occident.

L'importance de ces fonds paraît claire dès *qu'elle est connue*. Aussi, cet article d'hommage entend contribuer à la connaissance des collections à travers un inventaire de collections en français, présenté dans la section 3 (j'ai listé ailleurs les archives en langues anglaise et allemande¹), après une évocation brève du contexte (section 1) de l'appropriation des notions européennes et de l'acquisition de ressources documentaires au Japon, et quelques rappels sur celles dont j'ai moi-même pu faire un usage approfondi (section 2). Avertir les lecteurs des ressources disponibles est ici ma contribution à suivre le modèle donné à tous par le professeur Shiokawa.

1. Rappels sur le contexte de l'appropriation de notions européennes au Japon

Quelques rappels historiques feront ressaisir la notion essentielle dans l'appropriation des archives : le processus *d'adoption/adaptation* que leur simple présence peut entraîner et stimuler. Dès la fin du gouvernement d'Edo des Tokugawa, et *a fortiori* avec la « restauration de *Meiji* », les dirigeants du Japon considérèrent la modernisation comme la seule option ouverte pour rester indépendants des puissances européennes parvenues jusqu'à leurs côtes. Des émissaires furent envoyés, et surtout l'appel à étudier les savoirs occidentaux retentit (avec le *Gakumon no Susume* de Fukuzawa Yukichi), après des contacts pris à titre personnel aux

¹ G. Campagnolo, (2010), « Archives of Western Social Scientists in Japanese Collections, with Special Reference to the Kansai Area » – with a list of the collections, in P. A. George (dir.), *Japanese Studies. Changing Global Profile* (colloque de 2009, Université Jawaharlal Nehru). New-Delhi : Northern Book Centre, pp. 78-120 ; (2012) « Deutsche Archive in Japan und das Beispiel : Carl Menger – mit der Liste Deutscher und Österreichischer Archive von Sozialwissenschaftlern in Universitären Sondersammlungen in Japan » in H. Kurz (dir.), *Schriften des Vereins für Socialpolitik Gesellschaft für Wirtschafts – und Sozialwissenschaften. Neue Folge Band 115/XXVII, Studien zur Entwicklung der Ökonomischen Theorie XXVII : Der Einfluss Deutschsprachigen Wirtschafts –wissenschaftlichen Denkens In Japan*. Berlin : Duncker & Humblot, pp. 131-177.

risques et périls des plus aventureux : le danger de communiquer existait des deux côtés, celui des étrangers avec qui lier connaissance, celui des autorités japonaises visant à prévenir les contacts jusqu'au milieu du XIX^e siècle avant de les encourager pour mieux les contrôler. Le système de fermeture du *sakoku* avait pris fin.

Savants ou diplomates à l'esprit d'innovation et d'aventure, comprenant le retard du Japon, partirent en quête de *modernité*, théorique et technique. Ils rapportèrent des savoirs, des techniques et des matériaux. Ils forgèrent les noms des nouvelles disciplines académiques, par exemple la philosophie (Nishi Amane parlant de *tetsugaku*) et l'économie (la contraction de deux dictons visant à soutenir le peuple et maintenir un bon gouvernement, ce que nous appellerions aujourd'hui la « gouvernance », donnant le terme *keizaigaku*²). L'économie politique nouvelle se calqua sur la « *political economy* » importée d'Angleterre et sur les études historicistes suivies en terre germanique, où les envoyés du gouvernement nippon furent nombreux, à commencer par celui qui devait être le premier Premier ministre, Ito Hirobumi.

Dans les décennies 1880-1920, Fukuzawa Yukichi, Horie Kiichi, Kiga Kanju, etc. introduisirent et traduisirent quantité de livres occidentaux, depuis les ouvrages les plus classiques (de Smith, son *Inquiry into the Wealth of Nations*, ou de Ricardo, ses *Principles*³) jusqu'aux manuels de popularisation de la science comme le *Political economy for use in school and for private instruction* (Chambers) ou les *Elements of political economy* (Wayland). Oubliés

² Le mot « économie » provient de la traduction du roman anglais *Ernest Maltravers* (1837) d'Edward Bulwer-Lytton, lui-même inspiré du *Wilhelm Meister* de Goethe : la traduction a conduit à agréger deux caractères devant former *keizai* 経済 depuis la formulation 経世済民 qui combinait les sentences « gouverner/administrer/réguler le pays (国を治める *kuni wo osameru*) et soulager sa population (par la production de biens satisfaisant ses besoins matériels) (人民を救済する *jinmin wo kyusai suru*, 人民を濟う *jinmin wo sukuu*).

³ Et les commentaires suivirent naturellement : dès 1871, dans une première version, une *Théorie protectionniste* (*Hogo Zeisetsu*) parut comme une critique de la théorie des « avantages comparatifs » de Ricardo, directement pour le compte de Wakayama Norikazu, alors au Ministère des finances.

de nos jours, ces vecteurs de diffusion formèrent l'esprit la discipline économique introduite au Japon.

Nombre de disciplines suivirent. Outre l'influence anglaise et américaine, les idées venues des empires allemand (prussien) et autrichien furent accueillies en particulier pour leur affinité avec une constitution impériale à forger⁴. Outre les artefacts et brevets techniques (dont il ne sera pas question ici), le Japon importa également du « matériel scientifique », pour ainsi dire, sous forme d'archives. Leur réception s'accompagna de la formation de mini-traditions locales par les érudits qui les traduisirent et adaptèrent leurs notions. Ces ouvrages dans lesquels les sciences nouvelles allaient être puisées étaient des manuels, des monographies mais aussi des archives, comme les bibliothèques de savants rachetées parfois entières par les émissaires nippons, souvent des étudiants se trouvant sur place, sur l'ordre de leurs institutions qui constituaient leurs fonds, souvent après moult péripéties. Ce Japon de l'ouverture aux « Lumières » se voit dans des fonds comme la collection personnelle du fondateur viennois de l'école économique autrichienne Carl Menger (1840-1921) ; c'est pour étudier cette collection rapportée de Vienne par Kinnosuke Otsuka que je vins d'ailleurs d'abord au Japon⁵.

Un résultat majeur de l'entreprise de diffusion sous l'ère Meiji fut de recueillir et d'exprimer les idées nouvelles : à cet égard, la France avait de quoi susciter et satisfaire la curiosité, dès lors que le pouvoir n'entravait plus, mais au contraire encourageait, en mettant des moyens à disposition, les innovateurs, aux plans technique, militaire, économique, etc. Journaux, société savantes et un public toujours plus large en prirent connaissance. Car la moitié de population

⁴ Voir les travaux de Takii, Kazuhiro : (2007) *The Meiji Constitution: The Japanese Experience of the West and the Shaping of the Modern State*, Translated by David Noble. International House of Japan, Tokyo ; (1998, dir.) *Lorenz von Steins Arbeiten für Japan. Österreichisch-japanische Rechtsbeziehungen*. Frankfurt/Main: Peter Lang Verlag..

⁵ Voir G. Campagnolo (2001/2002) « Un exemple de réception de l'économie occidentale au Japon », in N. Lucas et C. Sakai (dir.), *Japon Pluriel 4*, Société Française des Études japonaises, Arles : Ph. Picquier, p. 211-221 ; (trad. Koichi Yamazaki) « メンガー文庫・ある経済思想の原資料 », 一橋大学資料センター年報 22/2002, pp. 23-39.

japonaise savait déjà lire⁶ et, si la maîtrise de langues étrangères restait le fait d'une minuscule élite, celle des caractères de la langue nationale était assez bien acquise. Aussi les traductions étaient-elles essentielles et, à travers elles, se répandirent des notions nouvelles : « libéralisme », « protectionnisme », « capitalisme ». Pendant des décennies, la modernisation s'accompagna aussi de militarisation, qui aboutit aux victoires en série des guerres sino-japonaise (1895), russo-japonaise (1905 et de l'extension en Mandchourie qui débuta dès la victoire sur la Russie), de la colonisation de la péninsule coréenne (1910), puis de l'expansion visant à soumettre la Chine.

À l'intérieur cependant, les idées de « constitutionnalisme », voire de « démocratie » faisaient leur chemin en parallèle à l'affirmation nationale. Des tenants pacifistes des libertés démocratiques formèrent l'opposition qui gonfla les rangs des marxistes universitaires japonais, quand des renversements soudains ne les faisaient pas basculer vers le nationalisme, durant l'Entre-deux guerres, et une appréciation croissante des puissances avec lesquelles l'Axe devait être conclu en 1940. À travers ces périodes d'ouverture pacifique et de démocratisation ou d'affirmation nationale agressive, la diffusion et la popularisation des idées économiques et politiques de l'Occident suscita et suivit à la fois le mouvement. La tension se lisait déjà dans l'appel de Fukuzawa, et elle marqua le chemin vers le « progrès », notion dont aujourd'hui nous sommes sans doute plus prompts à douter.

Seuls résistaient à ces avancées les tenants invétérés d'un monde suranné, dont le gouvernement de Meiji relégua certains dans le *Tohoku* ou la terre de colonisation qu'était Hokkaido. S'interrogeant sur les dimensions des notions importées d'Occident et sur les voies de son avenir sur la base de l'importation des savoirs européens au long des ères Meiji et Taisho (1868-1925), le Japon se vit changer

⁶ La politique d'éducation primaire du *bakufu* avait préparé le terrain en laissant les écoles dites *terakoya*, nées d'initiatives locales, se répandre sur le territoire, même lorsque celles-ci furent finalement supplantées par l'éducation moderne obligatoire. Voir Roald Dore (1965/1970) *Education in Tokugawa Japan*, Londres, Routledge ; trad. japonaise. par H. Matsui, Iwanami Shoten, 1970, p. 55.

sous l'effet de ces influences : les savoirs d'import demandaient de s'*adapter* (ce qui ne va jamais sans émoi) en *adoptant* des manières de vivre, penser, créer, sentir extérieures. La question permanente de savoir si elles pouvaient convenir à un « goût japonais » touchait les idées libérales, la démocratie comme l'architecture du logis ou la mise à l'essai d'un *scotch* whisky écossais élaboré au Japon (*Nikka*).

Toute *adoption* passe par une *adaptation* qui met en adéquation les éléments importés avec le génie local. Or le Japon avait sa civilisation — jusque dans ses pratiques commerciales innovantes déjà capitalistes quoique développées hors du système marchand européen⁷. Certaines nouveautés radicales des sciences étrangères y trouvaient peu de place. Il fallut créer, pour les disciplines académiques nouvelles, des universités qui remplacèrent les écoles préexistantes, et fourbir leurs bibliothèques.

Les pratiques commerciales effectives, ainsi que l'ébauche d'un corpus présentant des ressemblances avec *l'ars mercatoria* des mercantilistes européens du XVI^e siècle, soit une première littérature réflexive sur ces pratiques, furent bousculées et supplantées, mais également parfois confirmées par le savoir proprement scientifique d'origine occidentale. Inversement, le savoir désormais regardé comme traditionnel, issu des us et coutumes, passait du côté de l'histoire. Comme les débats de l'Europe de la Renaissance avaient abouti à des polémiques majeures et des évolutions en partie analogues, l'espace de quatre siècles de savoir occidental fut au Japon parcouru en quatre décennies.

Les conséquences dans la vie civile et dans les modes de vie qui s'étaient en Occident réparties sur ces siècles d'évolution des mentalités furent un choc pour l'Orient dont le Japon fut le premier à

⁷ Le documentent les histoires des marchands japonais, comme celles de Ihara Saikaku (1688 et 1692), l'une de mes premières lectures (en traduction) à mon arrivée au département de français du professeur Shiokawa ; je parcourus alors de Ihara Saikaku : (1692/1990) *Seken muna-zan yo (Calculs et Mauvais calculs)* Kyoto, Edo, Osaka, 1692 (5 livres et 20 histoires), trad. R. Sieffert, Paris : P.O.L. et (1688/1990) *Nippon Eitai Gura (L'entrepôt durable du Japon)* (6 livres et 30 histoires), Kyoto, Edo, Osaka, 1688 trad. R. Sieffert : P.O.L.

recevoir les effets dans un processus nouveau de modernisation accélérée. Les moyens effectifs de ce transfert, et en premier lieu les archives, acquièrent en conséquence une importance toute particulière qui justifie de s'intéresser à leur contenu, à leur histoire, à leurs conséquences sur la vie et la science, ainsi qu'aux effets en retour de leur acquisition.

2. Archives importées : un mouvement réel mais limité concernant la France

Ouverture et fermeture caractérisent le Japon dans son rapport à l'extérieur. En période d'ouverture, l'importation massive de savoirs variés et de la littérature qui leur est afférente concerne la fiction ou la poésie, ou encore les domaines militaire, scientifique, socio-économique ou politique : il en va de même pour les fonds d'archives. Durant le gouvernement d'Edo, l'exception unique à la fermeture consista dans les « études hollandaises ». Après la fin du gouvernement d'Edo, sous les ères Meiji et Taisho, l'ouverture tous azimuts à l'Occident concerna en particulier le Royaume-Uni et les États-Unis, d'une part, les Empires centraux, allemand et autrichien, d'autre part. Qu'en était-il alors de la France ?

Dans sa période triomphante, le Second Empire de Napoléon III paria, dans son rapport au Japon, sur le *bakufu* déclinant : le premier consul général de France, Duchesne de Bellecourt, arrivé le 6 septembre 1859 à Edo, en surmontant de nombreux obstacles (en contribuant, par exemple, à régler des questions délicates comme l'« affaire de Shimonoseki », où la France joua un rôle discutable aux côtés de ses alliés occidentaux), sut établir une relation privilégiée entre les deux empires. L'apogée fut en 1864 la réception en grande pompe de la première ambassade japonaise, à Marseille, par l'empereur et l'impératrice Eugénie en personne. Mais l'incompréhension suivit une fois l'empire français et le shogunat d'Edo tombés dans les années suivantes. Et le Japon de *Meiji* eut de la France, vaincue à Sedan en 1870, une image liée au régime passé

et à un pays dominé manifestement dans la défaite devant la Prusse de Bismarck : le Japon allait suivre de préférence le vainqueur dans une série de domaines, toute prestigieuse que fût la France au regard de sa civilisation. Naturellement, la France de la Commune et de la République convenait aux plus révolutionnaires (républicains, socialistes) qui louaient sa devise « Liberté, égalité, fraternité ». Mais ils étaient des exceptions et, souvent, les pariahs du régime ; même les plus renommés furent frappés d'interdictions diverses et Nakae Chomin, le « Rousseau de l'Orient », peut-être le plus fameux représentant de l'intérêt pour la pensée française, fut plusieurs fois interdit de séjour à Tokyo. Naturellement, la France des Lumières, des valeurs républicaines et des droits de l'homme était assez mal vue du gouvernement impérial.

La concurrence pour l'estime des élites nippones était triple entre l'école française, l'école libérale d'inspiration anglo-saxonne – qui inspira la *Meiroku-sha* (« Société de l'an 6 de Meiji », 1873) prégnante même si sa revue cessa dès 1875, et l'école nationale d'inspiration germanique — l'Association pour l'économie Nationale (*Kokumin Keizai Sha*) popularisa des vues protectionnistes et le *Verein für Sozialpolitik* de Gustav Schmoller servit de modèle à la *Shakai Seisaku Gakkai*. La compétition tourna à la défaveur du républicanisme à la française, et l'importation d'archives fut plus large en provenance des deux autres écoles. Les documents français qu'on trouve encore de nos jours sont surtout cantonnés à une sphère limitée d'histoire de la révolution, de préoccupations sociales et de considérations pédagogiques.

En effet, dans les années 1870, les Occidentaux les plus diffusés au Japon furent Robert Malthus (*An Essay on the Principles of Population* traduit en 1876), Adam Smith (dont Kiga traduisit *Wealth of Nations* en 1884), John Stuart Mill (1886) et Friedrich List (1889). De ce dernier, sur le versant germanique⁸, provinrent les

⁸ La première partie de son *System der Nationalökonomie* a été lue (en traduction) comme une histoire de l'Occident en abrégé – après tout, c'est ce qu'avait voulu son auteur, le traducteur (Oshima Sadamasu) ayant saisi et su transcrire l'esprit qui contribua à imposer des thèmes

thèmes protectionnistes historicistes appuyant l'édification d'un mythe national mâtiné de politiques sociales faites de réglemens sur la sécurité, l'hygiène, les garanties sociales en faveur des travailleurs, ou du moins au bénéfice d'une organisation plus rationnelle du travail⁹.

La législation joua un grand rôle dans le processus de modernisation. Or la France, reconnue comme pays du droit, nation du *Code civil*, put jouir d'un engouement à ce titre. Mais le revirement en faveur de thèses « allemandes » se lit dans les rebuffades subies dans un second temps par les jurisconsultes Georges Bousquet et Gustave Émile Boissonade. Avec le *Code Civil* comme modèle universel, l'aura particulière des juristes français n'obtint pas que leurs choix constitutionnels fussent suivis, mais rejetés au final pour privilégier l'influence de la Prusse. Boissonade n'en fonda pas moins l'École de droit de Tokyo, devenue l'université *Hosei*.

La traduction systématique d'ouvrages occidentaux, sous la nécessité d'acquérir le savoir importé, passa par leur utilisation en convertissant le savoir dans la langue nationale. Le succès s'ensuivit dans une population déjà alphabétisée, et travailleuse. Les traductions requéraient une élite formée et, quant au français, les efforts des missionnaires (le Révérend Père Flaujac, l'abbé Rotz, la mère Mathilde notamment) rejoignirent les préconisations des modernisateurs locaux. Le développement d'universités sur le modèle occidental compléta le dispositif mixte d'institutions privées ou publiques (dont les « sept universités impériales »). Loin des standards d'aujourd'hui (ce qui contraint à les refaire)¹⁰, ces

protectionnistes dans les années 1880 et 1890. Un effet fut de contrecarrer l'« Anglomanie » des premières décennies *Meiji*.

⁹ Les conditions sociales des travailleurs japonais ne se comparaient pas à celles d'Europe, mais le type d'administration appliqué trouvait un modèle revendiqué dans l'« État de droit social » qu'on peut trouver chez Lorenz von Stein (que visita Ito Hirobumi à Vienne). Alors que l'influence française est suspecte comme révolutionnaire, l'État social « à l'allemande » signifie ordre et propreté, vertus cardinales au Japon.

¹⁰ Des exemples frappants existent de cas de traductions en japonais précédant celles d'une langue européenne dans une autre ! *Das Wesen und der Hauptinhalt des theoretischen*

traductions servirent toutefois adéquatement une propagation considérable du français par les œuvres éducatives, charitables, les écoles qui instruisaient les jeunes citoyens japonais. La pédagogie demeura un domaine de prédilection pour la pensée française¹¹.

À ce tableau contrasté dans le monde des idées correspond certes un tableau équivalent dans l'industrie et le monde des affaires, avec quelques belles réussites, des accords passés¹², mais rien de comparable au *business* anglo-saxon. Des archives là aussi sont à retrouver, par exemple, les brevets techniques de découvertes exploitées au Japon (citons le cas de la lampe à arc de l'ingénieur Dubosc). Nous n'avons pas relevé ces fonds mais listé les humanités.

3. Collections de textes français dans les archives conservées au Japon en sciences humaines et sociales

Le but de mon premier séjour au Japon était d'utiliser les collections des Universités de Tokyo et de Hitotsubashi, en particulier le fonds Carl Menger (sa bibliothèque privée conservée au « centre des sciences sociales occidentales »). J'ai pu passer des mois comme boursier du gouvernement à l'étudier en détail grâce à la recommandation du professeur Shiokawa. Le but de publier et traduire de nombreux éléments fut rempli au-delà de mes espoirs en raison des annotations manuscrites laissées par le fondateur de l'école autrichienne.

Plus tard, devenu professeur, je passai un an au Centre International d'Études japonaises à Kyoto. Sa superbe bibliothèque contient les premiers *Commercial Reports from Her Majesty's Consuls in Japan* auprès des autorités britanniques (1868-1874),

Nationalökonomie de Josef Schumpeter (Duncker & Humblot : München & Leipzig, 1908) fut traduit par Yasui Takuma et Kimura Takeyasu en 1936, avant la version anglaise (sans parler de la française).

¹¹ Les modèles britannique et prussien formaient, eux, l'esprit militaire (voire militariste) du régime nippon.

¹² Succès français dans la soie, filatures de Tomioka à Gunma-ken, ou complexe militaro-industriel : l'arsenal de Yokosuka ou la fonderie de Yokohama.

l'étude *Political and Social Needs of the Empire*, du général américain d'origine française Charles Legendre, conseiller du gouvernement japonais sur les Ryukyu, ou encore le rapport du diplomate français A. Gérard, intitulé *Ma mission au Japon, avec épilogue de 1914 à 1919*. Il y montre les réalisations de la modernisation et narre la fondation de la *Compagnie de Banque franco-japonaise* dans l'espoir que les affaires rapprochent les deux pays. Le lieu offre encore des ressources précieuses comme la *Bibliography of books about Japan in foreign languages* (1895).

À partir de là j'élargis le champ de l'enquête au-delà de mes domaines d'intérêt (philosophie, économie politique) aux collections *per se* conservées au Japon. Quant à celles ayant trait à la France, notons en particulier, à Tokyo, Waseda (de premier ordre dans les sciences sociales), Hosei (droit), Hitotsubashi, et en province l'université de commerce de Chiba (archives Harrod examinées par mon collègue suisse Daniele Besomi) ou celle d'Otaru (collection Tezuka). L'importation depuis le monde germanique a été favorisée de 1890 à 1940 pour des raisons historiques et les collections sont nombreuses : Karl Bücher à l'université de Kyoto, Werner Sombart à l'université municipale d'Osaka, d'autres encore que nous avons relevées. L'impact du marxisme est à considérer tandis que de la confusion règne dans la compréhension des écoles historiciste, autrichienne, austro-marxiste due à la « compression » du temps de leur réception. L'après-1945 vit un phénomène analogue sous l'influence, cette fois, des États-Unis. Les archives françaises importantes restent toutefois limitées, jusque aujourd'hui, avec un goût particulier pour la *liberté*.

À ma connaissance, il n'en existe aucun inventaire, pas de liste exhaustive des collections savantes d'archives au Japon en français (à la différence de l'allemand¹³). Le manque de cet outil essentiel pèse sur le développement de la recherche, ralentissant voire prévenant celle-ci du fait même que l'on n'imagine pas l'existence

¹³ Leur présentation fut en 2008 l'objet de mon discours de réception (Berlin) au sein de la section *Dogmengeschichte* du *Verein für Socialpolitik*.

de ces richesses. Je pense ici à certaines collections de journaux de la Révolution française, à l'université de commerce d'Otaru, ou à certaines premières éditions d'œuvres importantes ou à des manuscrits, ici et là, devenus rares en France ou simplement disparus. Ce ne sont pas les plus nombreux, mais le cas existe. Il est malheureusement tout bonnement ignoré. La liste ci-dessous ne comblera pas cette lacune, mais peut servir à des spécialistes francophones, même si elle est plus courte et ses domaines plus restreints que ce que j'ai pu réunir en anglais et en allemand. Un seul conseil, ami lecteur : diffusez cet inventaire !

<u>Collection/auteur</u> <i>Bunko</i> =collection <i>Furansu</i> = France	<u>Lieu</u> <i>Daigaku</i> =Université, <i>(Fuzoku) Toshokan</i> = <i>Bibliothèque (annexe)</i>	<u>Domaines</u> <u>concernés</u>	<u>Nombre et</u> <u>langue des</u> <u>documents</u>	<u>Catalogue : date</u> <u>d'acquisition</u> <u>Existence et date du</u> <u>catalogue</u>
Piaget Shisō Kenkyū	Naruto Kyōiku Daigaku Fuzoku Toshokan	Psychologie et pédagogie	482, français et anglais	Sans catalogue, travaux sur Piaget
Besson (Max) <i>Bunko</i>	Tsukuba Daigaku Fuzoku Toshokan	relations Europe- Japon et histoire du catholicisme (1500- 1700)	380 vol. en français, latin et autres langues	1985, catal. 1990 Contient des <i>rara</i> de l'époque de St François Xavier
Boulainvilliers (Henri de) Manuscrits	Chūō Daigaku Toshokan	Histoire, Essais (<i>Essai sur la</i> <i>noblesse de France</i>)	28 manuscrits dont <i>L'État de</i> <i>la France</i>	Pas de catalogue. Inclut des travaux de Montesquieu
Breçy (Robert) <i>Bunko</i>	Hitotsubashi Daigaku Fuzoku Toshokan	Histoire du mouvement social français	1235 vol. en français	Pas de catalogue
Cambacérés (Jean- Jacques Régis de) <i>Bunko</i>	Otara Shōka Daigaku Fuzoku Toshokan	Révolution française, droit européen	32 volumes de <i>rara</i> en français	Catalogue refait en 2001, liste des <i>rara</i> concernant
Furansu Kakumei Shiryō <i>Bunko</i>	Otara Shōka Daigaku Fuzoku Toshokan	Histoire des Lumières et de la Révolution française	41 titres pour 207 vol. d'archives en français	Catalogué après l'achat de la collection des États- Unis, 1979
Furansu Kyōuiku shi <i>Bunko</i>	Tsukuba Daigaku Fuzoku Toshokan	Histoire de la pédagogie, (1700- 1940)	365 vol. en français	Catalogue datant de 1961
Furansu Keizai, Shakai, Shisō <i>Bunko</i>	Waseda Daigaku Chuo Toshokan	Philosophie et Humanités, Sciences sociales.	Environ 10000 vol. en français	Catalogue datant de 1988
Archives de la famille Lebon (Félix Frédérique Georges) <i>Bunko</i>	Tokyo Daigaku Shiryō Hensanjo Toshoshitsu	Technique militaire et architecture navale	Bibliothèque entière des Lebon en français	Présentée dans un numéro spécial de <i>Kenkyū Kijō</i>
Lemerle (Paul- Émile) <i>Bunko</i>	Rikkyō Daigaku Toshokan	Histoire et études byzantines	2247 volumes en plusieurs langues	Pas de catalogue
Mazarin (Jules, cardinal de) <i>Bunko</i>	Tokyo Daigaku Sōgō Toshokan	Versions originales de « Mazarinades »	2800 pièces originales	Liste dans la bibliographie « Moreau » des Mazarinades
Smith (Adam) Collection	Tōhoku Gakuin Daigaku Chūō Toshokan	éditions rares de travaux de (et sur) l'économiste	55 titres pour 133 volumes en français, anglais et allemand	Catalogué, avec collection de <i>rara</i>
Smith (Adam) <i>Bunko</i>	Tokyo Daigaku Keizaiagakubu Toshokan – faculté d'économie	éditions rares de travaux de (et sur) l'économiste	312 volumes en français, latin et anglais	1920 / 1995 (plus un relevé en 1965)
Michel Revon <i>Bunko</i>	Hosei Daigaku Tama Toshokan	Droit et études japonaises	183 vol./revues en japonais et 327 lang. div	Pas de catalogue

4. Conclusion

J'évoquerai pour conclure ce qui me semble une évolution dans le type d'universitaires dont l'action du professeur Shiokawa permet l'émergence en établissant un pont entre nos pays. Les premiers à avoir tout intérêt à traverser sont, outre les spécialistes d'études françaises ou japonaises, les chercheurs amenés à se pencher sur ces archives : sur ce pont transitent désormais les savoirs conservés de part et d'autre et rendus accessibles. Or la génération présente le peut car elle a appris du professeur Shiokawa en particulier la maîtrise exceptionnelle des façons de parler et de penser de l'autre. Le français vivant qu'il a diffusé est non seulement une langue impeccable, servant les disciplines cultivées à l'École Normale comme à l'Université de Tokyo mais va au-delà des études régionales pour toucher les érudits passés maître dans leurs disciplines diverses pour lesquelles des supports comme les archives justifient un échange approfondi sur le long terme.

L'attitude des « spécialistes » étrangers change en même temps ; longtemps « paternaliste » ou « naïvement » admirative, mélange d'attrance parfois aveugle, parfois teintée d'appréhension et aboutissant parfois à ces comportements étranges d'emprunter us et coutumes locales surannées (alors même que les Japonais ont occidentalisé leur style de vie) elle était certes déjà à la source d'une érudition rigoureuse, mais elle rejoint maintenant une attitude plus consciente du mouvement de « globalisation » académique. Sur la base des fonds des bibliothèques universitaires (ainsi que des institutions gouvernementales ou diplomatiques) les transferts deviennent tels qu'une pensée se mesure à l'aune de son aura internationale. Et le professeur Shiokawa présida la société internationale des études françaises en en donnant un modèle. C'est par les fonds d'archives par lesquels fut « importée » la culture occidentale qu'il faut aujourd'hui faire « passer le pont » car en redécouvrant des héritages particuliers, les chercheurs resaisissent leur rôle universel ; la double particularité (du lieu de conservation et du contenu) mène à l'universelle appartenance à la république des

sciences et des lettres chère à la pensée française — transdisciplinarité et internationalisme font un double partage. Il est midi, dirait-on avec Claudel. Nul doute que le professeur Shiokawa pensera à Pascal.

Directeur de recherches au CNRS (philosophie économique)